Faut-il réinitialiser l'histoire ?

Lynn Hunt

Les essais dont l'ambition est de renouveler de manière radicale le programme d'une discipline ont généralement recours au même procédé rhétorique éculé. Les auteurs font d'abord le constat d'une « crise », dont ils analysent ensuite les causes avant de proposer leur approche pour y remédier [1]. L'article de David Armitage et Jo Guldi relève tout à fait de cette démarche. La crise que la recherche traverse, « non seulement au sein des seules humanités mais également à l'échelle du système mondial », est une crise du court-termisme. Dans le domaine de l'histoire, elle s'est accompagnée d'un « aveuglement quant aux grandes questions contemporaines », d'une incapacité des universitaires à influencer les élites politiques voire à s'influencer mutuellement (le « faible impact qu'ont nombre de travaux historiques de court terme sur le reste de la discipline – sans compter les autres disciplines [2] »). Ces travers sont mis sur le compte de la micro-histoire, qui désigne ici non pas seulement la *microstoria* héritée d'Italie mais toute démarche d'« extrême réduction de la durée » par l'étude de « détails locaux », censée impliquer également un « travail sur un obscur ensemble d'archives ». Les auteurs proposent un retour à la longue durée qui serait la seule solution pour sortir de la « crise morale » que rencontre l'historiographie anglophone ces quarante dernières années et pour que l'histoire renoue

1 - Je me suis moi-même prêtée à ce petit jeu à deux reprises au moins : Lynn Hunt (dir.), *The New Cultural History: Essays*, Berkeley, University of California Press, 1989 ; *Id.*, *Writing History in the Global Era*, New York, W. W. Norton, 2014.

2 - David Armitage et Jo Guldi, « Le retour de la longue durée : une perspective anglo-américaine », *Annales HSS*, 70-2, 2015, p. 289-318, ici p. 291.

Annales HSS, avril-juin 2015, n° 2, p. 319-325.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press

le dialogue « avec les institutions internationales » et avec « les experts et les militants », que ce soit dans le domaine du changement climatique ou des excès du capitalisme.

Une crise du court-termisme

Hélas, ces arguments reposent sur des affirmations concernant la nature de la crise qui sont étayées par peu de données, voire aucune. Pour des historiens qui ne jurent que par le *big data*, le lecteur ne peut qu'être surpris par la médiocrité de l'interprétation qu'ils ont de leurs propres mégadonnées. Leur *ngram* sur la séquence *« more and more about less and less »* montre que la tendance court-termiste a atteint son apogée dans les années 1940, avant de refluer régulièrement depuis. Le souci de la spécialisation ne suit donc pas une trajectoire parallèle au processus de professionnalisation, qui ne s'est accéléré qu'à partir des années 1940 et que les historiens n'ont, semble-t-il, pas perçu avant les années 1980. La référence à l'étude de Benjamin Schmidt sur la période moyenne traitée dans les thèses d'histoire écrites aux États-Unis est encore plus trompeuse. B. Schmidt lui-même conclut que, « depuis 1965, les périodes couvertes par les historiens se sont allongées [3] ». Ce qui caractérise les thèses d'histoire aux États-Unis selon lui est un glissement vers le présent : de plus en plus de thèses sont écrites sur des périodes de plus en plus récentes. L'histoire ne souffrirait-elle pas de présentisme plus que de court-termisme ?

La nature de la crise que connaîtrait l'histoire étant sujette à caution, l'analyse par les auteurs de ses causes l'est donc tout autant. La micro-histoire est accusée de tous les maux au simple motif que « micro » suggère « mineur », mais la véritable cible des auteurs est en fait le « tournant culturel », qui a eu plus d'influence dans le monde anglophone que la micro-histoire à proprement parler. Les partisans de l'histoire culturelle insistent sur la logique et la puissance performative propres à la culture, tandis que les tenants de la micro-histoire se focalisent sur un événement en particulier pour révéler des processus plus larges qui ne seraient pas visibles sur une plus grande échelle d'analyse. Et si les chercheurs en histoire culturelle utilisent parfois les méthodes de la micro-histoire, comme l'a fait Robert Darnton, par exemple, dans un essai sur le « grand massacre des chats » de la fin des années 1730 à Paris, ils ne le font pas systématiquement et, même lorsque cela est le cas, les enjeux ne sont jamais « mineurs » [4]. R. Darnton s'est penché sur le massacre des chats pour analyser les relations de travail mais, dans d'autres études, il a utilisé des méthodes complètement différentes pour mettre au jour l'histoire de l'édition à l'époque des Lumières.

3 - Benjamin M. SCHMIDT, « What Years do Historians Write About ? », *Sapping Attention: Digital Humanities: Using Tools from the 1990s to Answer Questions from the 1960s about 19th Century America*, 2013, http://sappingattention.blogspot.com/2013/05/what-years-do-historians-write-about.html.

4 - Robert DARNTON, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, trad. par M.-A. Revellat, Paris, R. Laffont, [1984] 1985.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press

C'est parce qu'ils amalgament l'histoire culturelle à la micro-histoire que D. Armitage et J. Guldi font si souvent fausse route. L'exemple le plus frappant est leur attaque contre William Sewell, l'historien le plus fréquemment cité dans leur article. Son ouvrage *Work and Revolution in France* ne relève en aucun cas de la micro-histoire, quand bien même il ne couvre « que » quelques décennies. Du reste, dans un ouvrage plus récent, *Logics of History*, l'auteur formule des critiques similaires à l'égard du tournant culturel, mais sans suggérer pour autant que les historiens renoncent à cette forme d'histoire [5]. W. Sewell, peut-être plus que tout autre spécialiste américain de l'histoire de l'Europe, a cherché à replacer le sujet supposément « sérieux » du capitalisme au cœur du débat. On comprend donc mal au nom de quoi on lui reproche une démarche « empruntant à la sociologie l'attention au détail et aux acteurs individuels [6] » (si tant est que l'on partage cette façon contestable de caractériser la sociologie en tant que méthode).

De plus, il est quelque peu absurde de dire que les travaux de Natalie Zemon Davis, R. Darnton et Joan Scott ont abandonné l'ambition d'une « édification morale au profit de l'attention à un événement particulier [7] ». Si leur travail a eu autant d'influence, c'est parce qu'ils ont poussé les lecteurs à penser l'histoire différemment, qu'il s'agisse de l'histoire des femmes, des imprimeurs, de la Réforme, des Lumières, de la Révolution française ou, pour mentionner un ouvrage récent de N. Zemon Davis, de l'expérience des musulmans en Europe [8]. Et ce ne sont pas là des sujets « mineurs ».

Il est tout aussi faux de dire que les historiens ont renoncé à influencer les experts, les militants ou les institutions internationales. R. Darnton a ouvert la voie en questionnant l'impact de Google sur l'édition et la lecture numériques ; J. Scott s'est récemment penchée sur les lois françaises concernant le voile islamique et la parité dans la vie politique ; enfin, N. Zemon Davis a travaillé à plusieurs reprises sur des thèmes contemporains comme la représentation cinématographique et le conflit israélo-palestinien [9]. Comment peut-on prétendre un seul instant que ces historiens font preuve d'un « aveuglement quant aux grandes questions contemporaines [10] » ? De nombreux autres exemples peuvent être cités. Ainsi Brenda Stevenson a-t-elle récemment étudié le meurtre de Latasha Harlins pour comprendre les origines des émeutes de Los Angeles de 1992 [11]. En réalité, personne n'imagine que les relations interraciales aux États-Unis ne sont pas un sujet sérieux, d'une importance tout à fait contemporaine.

5 - William H. Sewell, Jr., *Work and Revolution in France: The Language of Labor from the Old Regime to 1848*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980 ; *Id.*, *Logics of History: Social Theory and Social Transformation*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.
6 - D. Armitage et J. Guldi, « Le retour de la longue durée... », art. cit., p. 298.
7 - *Ibid.*, p. 299.
8 - Natalie Zemon Davis, *Trickster Travels: A Sixteenth-Century Muslim between Worlds*, New York, Hill and Wang, 2007.
9 - *Id.*, *Slaves on Screen: Film and Historical Vision*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.
10 - D. Armitage et J. Guldi, « Le retour de la longue durée... », art. cit., p. 309.
11 - Brenda E. Stevenson, *The Contested Murder of Latasha Harlins: Justice, Gender, and the Origins of the LA Riots*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press

Cela n'empêche pas D. Armitage et J. Guldi de répéter l'assertion selon laquelle les micro-histoires des races, des classes et de la vie sexuelle ont conduit à négliger complètement des sujets comme la famine ou la pauvreté. Ils dressent le même réquisitoire contre l'histoire des identités de manière générale, qu'ils accusent de faire preuve de « sentimentalisme » et traitent avec dédain. Pourtant, l'histoire des identités a changé les comportements aux États-Unis, par exemple en influençant la décision récente de la Cour suprême d'invalider une partie de la loi fédérale Defense of Marriage Act, ouvrant ainsi la voie au mariage homosexuel. Les historiens de l'« identité » comme Nancy Cott et George Chauncey ont donné gratuitement de leur temps pour préparer des mémoires en tant qu'*amici curiae*, lesquels ont sans doute pesé davantage sur les politiques publiques que ne le feront jamais les approches proposées par D. Armitage et J. Guldi [12].

Une crise morale ou une crise de la profession

Bien que les auteurs se trompent sur la nature de la crise et sur ses responsables, ils n'en ont pas moins raison de provoquer un débat sur les buts, les méthodes et l'éthique de la recherche historique. Dans la mesure où le discours sur les tournants et l'innovation constante (je pense par exemple à la « nouvelle histoire ») finit par relever du raisonnement par l'absurde, le moment est peut-être venu d'un retour à certains développements ayant fait leurs preuves dans le passé afin de donner un second souffle à l'histoire en tant que discipline. La longue durée est certes l'une de ces approches fécondes, mais il ne paraît pas indispensable, afin de la réhabiliter, de démolir d'autres approches. L'histoire comme discipline tire toujours profit des tensions, voire des conflits, entre des approches divergentes.

Une autre façon de se tourner vers le passé consiste à examiner d'autres moments de l'histoire où le constat d'une « crise » a été formulé. Ainsi, en 1926, l'American Historical Association (AHA) publiait un rapport intitulé « The Writing of History », dont l'ambition était de lutter contre la perte d'influence de l'histoire. « Les bibliothécaires qui ont en main les livres que les gens lisent, les éditeurs et les libraires qui distribuent les ouvrages publiés et tous les autres observateurs de la situation actuelle font tous le même constat que la lecture de l'histoire est en perte de vitesse et qu'elle n'exerce plus le même attrait auprès de ceux que l'on a pour habitude de désigner comme la 'classe éduquée'. Cela n'était pas le cas il y a quarante ans [13]. » Les auteurs du rapport proposaient différentes explications à cet état de fait : les professeurs d'histoire passaient trop de temps à enseigner ;

12 - De nombreux historiens ont collaboré aux rapports des *amici curiae* (amis de la cour) dans les jugements de *Hollingsworth v. Perry* et *United States v. Windsor*. Voir, par exemple, Respect for Marriage Coalition, http://www.respectformarriage.org/news/entry/amici-briefs-filed-in-windsor-and-perry-marriage-cases/.

13 - John Spencer BASSETT, « The Present State of Historical Writing », *in* « The Writing of History », 1926, http://www.historians.org/about-aha-and-membership/aha-history-and-archives/archives/the-writing-of-history/the-present-state-of-historical-writing.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press

les auteurs de travaux historiques de l'époque appartenaient désormais à une classe plus modeste, contrairement aux grands historiens du passé qui étaient à l'abri du besoin, s'adonnaient à des loisirs et possédaient un sens esthétique ; enfin, les études universitaires étaient trop longues (quatre ou cinq ans), trop spécialisées et se limitaient à l'objectif de formation, « sans prêter attention à l'intérêt, la valeur, la possibilité de développement futur, la portée plus vaste, la véritable importance du travail réalisé [14] ».

Près d'un siècle plus tard, le diagnostic n'est pas le même dans l'essai de D. Armitage et J. Guldi, mais il est étonnamment voisin. Pressés de trouver les coupables de la « crise morale » que traverse actuellement l'histoire, D. Armitage et J. Guldi négligent de prendre en compte les changements structurels dans la discipline, comme le faisait plus systématiquement le rapport publié en 1926. Dans un des chapitres de ce rapport, John Spencer Bassett, un professeur d'histoire du Smith College, commençait par une comparaison entre 1884, date de la fondation de l'AHA, et la situation quarante ans plus tard : « En 1884, les grandes universités n'avaient qu'un ou deux professeurs d'histoire quand elles en ont dix ou plus aujourd'hui. La plupart des collèges avaient un professeur d'histoire, mais les cours qu'il dispensait étaient liés à l'économie politique, la science politique ou l'art oratoire. Aujourd'hui, le collège moyen a entre deux et cinq enseignants d'histoire et l'économie politique et la science politique possèdent leurs propres départements [15]. »

Les problèmes structurels de cette discipline ont atteint une telle ampleur quatre-vingt-dix ans plus tard qu'ils accentuent effectivement le sentiment de crise. Le nombre d'historiens a bondi aux États-Unis (comme dans la plupart, si ce n'est dans la totalité, des pays occidentaux). Sur la seule période 1999-2012, les inscriptions dans les collèges et les universités américaines ont augmenté d'environ 40 % et le nombre de professeurs de sciences humaines s'est accru de 50 % [16]. Pour la seule discipline de l'histoire, le nombre total d'enseignants a augmenté d'un tiers pour atteindre 23 640 individus, dont les trois quarts occupent des postes dans des universités [17]. La structure sociale du corps étudiant, comme celle du corps enseignant, continue d'évoluer, avec de nombreuses implications pour l'étude de l'histoire. En 2013, l'University of California de Los Angeles (douzième dans le monde d'après le classement de Shanghai) accueillait 29 000 étudiants en premier cycle, parmi lesquels seulement 28 % étaient des Blancs, tandis que 35 % étaient d'origine asiatique, 18 % d'origine hispanique, 12 % de nationalités étrangères et 7 % de deux nationalités ou d'origine inconnue. Parmi les étudiants de première année en 2013, 58 % étaient des filles. Le corps enseignant est moins divers que

14 - Wilbur C. ABBOTT, « The Influence of Graduate Instruction on Historical Writing », *in* « The Writing of History », 1926, http://www.historians.org/about-aha-and-membership/aha-history-and-archives/archives/the-writing-of-history.

15 - J. S. BASSETT, « The Present State of Historical Writing », art. cit.

16 - Humanities Indicators, « Number of Humanities Faculty Members », figure III-9c : « Numbers of Postsecondary Faculty Teaching in Humanities Disciplines, 1999-2012 », http://www.humanitiesindicators.org/content/indicatordoc.aspx?i=71#fig321.

17 - Bureau of Labor Statistics, Occupational Employment and Wages, mai 2014, 25-1125 History Teachers, Postsecondary, http://www.bls.gov/oes/current/oes251125.htm.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press

la population étudiante mais il a évolué également. Ainsi, aux États-Unis, la proportion de femmes en poste dans les départements d'histoire des universités est passée de 15 % en 1980 à 35 % en 2007.

Il est impossible d'expliquer la crise actuelle de l'histoire comme discipline, en particulier dans la perspective de l'historiographie anglophone, sans prendre en considération l'influence marquante de la démocratisation de l'enseignement supérieur. De plus en plus d'étudiants issus de familles défavorisées fréquentent les universités mais ils ont de plus en plus affaire à des enseignants à temps partiel ou au statut temporaire. Alors qu'en 1975 30 % des enseignants des universités américaines travaillaient à temps partiel, ce chiffre est passé à 48 % en 2005 [18]. Tandis que l'accès aux études universitaires s'est démocratisé, l'estime dont jouissent les universités et les professeurs auprès du public a décliné. De plus, les inégalités au sein de la profession se creusent comme dans le reste de la société américaine. Les universités les plus riches font des profits tandis que les plus modestes ont de plus en plus de mal à équilibrer leur budget. Il n'y a guère plus rien de commun entre l'expérience d'un professeur d'histoire à Harvard, Brown ou UCLA et celle d'un professeur qui enseigne à temps partiel à des centaines d'étudiants pour un salaire de misère dans un collège communautaire ou une université d'État en difficulté financière. Le salaire médian pour un cours dispensé par un enseignant à temps partiel est de 2 700 $ (sans assurance ni plan de retraite) alors qu'un professeur assistant titulaire dans un département d'histoire gagne 52 000 $ pour dispenser quatre à six cours et bénéficie d'une couverture sociale complète [19].

Ni la micro-histoire ni l'histoire culturelle ne sont à l'origine de ces problèmes structurels. Au contraire, ces champs disciplinaires ont été embrassés avec beaucoup d'enthousiasme par des enseignants-chercheurs désireux de faire entendre la voix de ceux qui étaient exclus du champ de la recherche historique (paysans, travailleurs, femmes, minorités raciales et sexuelles). Comme les historiens sociaux avant eux, les historiens culturels ont souvent été eux-mêmes le produit des changements qui ont affecté le corps étudiant à partir des années 1960. Quelle influence aura le retour de la longue durée sur ces domaines de la recherche historique qui continuent de se développer ? Ce retour servira-t-il à réaffirmer les priorités des élites politiques et les méthodes de l'histoire diplomatique, politique, militaire et économique ? Constituera-t-il un nouveau prétexte pour réduire les effectifs, car si une même personne peut écrire sur l'histoire de l'agriculture britannique, la guerre à travers les âges, la famine, la pauvreté ou toute l'histoire de la planète, de combien de professeurs d'histoire les universités auront-elles besoin ? Aura-t-il pour

18 - James MONKS, « Who Are the Part-Time Faculty ? », *Academe*, 95-4, 2009, http://www.aaup.org/article/who-are-part-time-faculty#.VF6VbofkwpI.

19 - Pour le salaire moyen, voir « The Just-In-Time Professor », 2014, http://democrats.edworkforce.house.gov/sites/democrats.edworkforce.house.gov/files/documents/1.24.14-AdjunctEforumReport.pdf ; pour les salaires des professeurs assistants d'histoire, voir Robert B. TOWNSEND, « New Report Shows Little Growth in Salaries for History Faculty », 2010, http://www.historians.org/publications-and-directories/perspectives-on-history/may-2010/new-report-shows-little-growth-in-salaries-for-history-faculty.

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press

conséquence de renouveler l'intérêt des élites, des militants et des institutions internationales pour l'histoire ou, au moins, de pousser les historiens à débattre de la finalité de leur travail ? L'avenir le dira. Une chose est certaine, si nous traversons une crise, celle-ci possède sa propre durée, relativement longue, puisqu'elle ne date pas d'hier et qu'elle ne se résoudra probablement pas demain.

Lynn Hunt
UCLA

Traduction d'Antoine Heudre

https://doi.org/10.1353/ahs.2015.0044 Published online by Cambridge University Press